

GROUPE DE TRAVAIL DU 08/10/2026

Service Public Local

La CGT Finances publiques boycotte le groupe de travail consacré au secteur public local pour accompagner la mobilisation des lycéens et des étudiants. La répression féroce qui s'abat sur notre jeunesse est une véritable honte pour notre démocratie.

Syndicalistes, nous sommes aux côtés de la jeunesse qui se mobilise pour son avenir. L'affaiblissement des services publics, le manque de moyens et les suppressions d'emplois touchent l'éducation comme les finances publiques. Cette politique gouvernementale dégrade les conditions d'études, les conditions de travail et l'accès aux droits.

La CGT Finances publiques refuse que les choix budgétaires continuent de se faire au détriment des besoins de la population.

À la DGFIP, les agents maintiennent la qualité du service au prix d'efforts que les bilans de la direction passent sous silence. Les indicateurs de satisfaction ne peuvent masquer les postes vacants, la surcharge de travail et les conséquences des réorganisations. Avec le NRP2, la perspective de nouvelles suppressions d'emplois et d'implantations menace encore davantage le service public de proximité... et au final la santé des collègues.

Les dossiers soumis à ce groupe de travail appellent pourtant des réponses concrètes comme :

- les moyens alloués aux services de gestion comptable,
- l'accompagnement des collectivités,
- un bilan contradictoire de la mise en place des conseillers aux décideurs locaux,
- la fiabilité d'Hélios et la sécurité des données.

La panne d'Hélios et les alertes sur la protection des informations rappellent qu'une modernisation ne peut réussir sans personnels qualifiés, infrastructures fiables et moyens budgétaires suffisants.

De plus, les fiches proposées par la DG n'ont quasiment pas été modifiées depuis celles présentées en novembre 2025.

La CGT Finances publiques a déjà dénoncé l'indigence de ces fiches et l'auto satisfaction de la Direction qui découle d'indicateurs pipés.

Notre boycott exprime un choix de solidarité et de mobilisation et dénonce un déni de dialogue social. La CGT Finances publiques continuera de porter les revendications des agents et d'exiger des réponses sur l'ensemble de ces dossiers.

Aux côtés de la jeunesse, **la CGT Finances publiques exige des moyens pour les services publics, l'arrêt des suppressions d'emplois et la satisfaction des revendications citoyennes.**